



**PROCESSUS DE DESARMEMENT, DEMOBILISATION ET
REINSERTION DE FORCE DE RESISTANCE PATRIOTIQUE DE
L'ITURI(FRPI)
BILAN ET BLOCAGES DE 2017 A 2022**

**PROCESS OF DISARMING (UNLOADING) DEMOBILISATION AND
REINSERTION OF THE ARMD GROUP RESISTANCE AND
PATRIOTIC FORCES IN ITURI(RPFI): ACHIEVEMENT AND
BLOCKAGES FROM 2017 UP TO 2022.**

WAROM Janvier

Enseignant-chercheur à l'Université de Bunia en Ituri/RDC et Candidat au Diplôme d'Etudes
Approfondies (DEA) en Sciences Politiques à l'Université de Kinshasa en République
Démocratique du Congo (RDC).

WANICHAN CHOBIDONGO Israël

Bac-5 en Sciences Politiques, Chercheur indépendant et député provincial de l'Ituri en
République Démocratique du Congo (RDC).

Date de soumission : 09/07/2024

Date d'acceptation : 31/08/2024

Pour citer cet article :

WAROM. J. & WANICHAN. C. I. (2024) «PROCESSUS DE DESARMEMENT, DEMOBILISATION ET
REINSERTION DE FORCE DE RESISTANCE PATRIOTIQUE DE L'ITURI(FRPI) BILAN ET BLOCAGES
DE 2017 A 2022», Revue Internationale du chercheur «Volume 5 : Numéro 3» pp : 1087-1114



Résumé

Le processus DDR des éléments FRPI à travers les divers programmes comme CONADER, STAREC, Conférence de Nairobi, etc. n'ont pas abouti à la restauration de l'autorité de l'Etat. En menant cette recherche, nous avons voulu faire l'état de lieu du processus DDR des éléments FRPI ; et puis relever les obstacles majeurs au processus du désarmement, démobilisation et réinsertion des éléments de la FRPI.

Ainsi, nous avons noté qu'il y a la réorganisation de la FRPI, suite à la faiblesse de l'Etat congolais, la consolidation des différentes positions de la FRPI qui se livre au pillage et affrontement (violences armées), au sein et en dehors de la Chefferie des Walendu-Bindi, au point de vouloir se substituer à l'Etat.

Les entraves au processus DDR des éléments FRPI sont réparties selon les niveaux de coopération : soit du niveau international, régional et sous régional, national jusqu'à un niveau local.

Mots clés : DDR, bilan, blocage, FRPI

Abstract

The process disarming, Demobilisation and Reinsertion (DDR) of RPF elements in different program such as CONADR, STAREC, Nairobi's conference or lecture ... didn't attend the aim of the renovation of the state authority.

By conducting this research, we wanted to assess the DDR process of RPF elements; and then identify the major obstacles to that DDR process.

We assist otherwise on the reorganization of RPF toward the state authorities weakens. The consolidation of different RPF positions which gives opportunity to robbery and stand up to Army violence in WALENDU BINDI Chifdom up to the level of substituted the authority.

The process of DDR of RPF elements is subdivided at the level of cooperation: Firstly at international level; secondly at the Regional stage; thirdly, at National stage; lastly at the local stage.

Key words: DDR, ACHIEVEMENT, and BLOCKAGES, RPF

INTRODUCTION

La RDC a perdu totalement ou partiellement le contrôle sur certain de ses territoires, dont la chefferie des Walendu-Bindi. Depuis les guerres dites ethniques (1999-2003) jusqu'à la reprise des atrocités en Ituri (2017 à ces jours), la FRPI contrôle totalement la zone sous son influence avec ou sans la collaboration de ses partenaires (tantôt des groupes armés de son obédience, tantôt le Gouvernement de Kinshasa ou encore les pays étrangers, voire les Organisations ou Entreprises internationales).

Au nom de la recherche de la paix et du rétablissement de l'autorité de l'Etat, plusieurs mécanismes visant le désarmement, la démobilisation et la réinsertion voire stabilisation ont été mise en place. Ces derniers n'ont cependant pas permis, contrairement aux autres groupes armés qui ont vu jour dans les mêmes contextes et presque même circonstances, de démobiliser les éléments de la FRPI, ni de restaurer l'autorité de l'Etat dans la zone sous contrôle de cette dernière.

Ainsi, il faut noter la complexité et la dynamique de Désarmement et Démobilisation en Ituri à travers plusieurs programmes et phases de DDR des éléments FRPI dont l'existence actuelle s'apparente à une situation régulière qu'irrégulière dans la chefferie des Walendu-Bindi en Territoire d'Irumu.

Les préoccupations de cette étude s'articulent autour de questionnement que voici : Quel est l'état de lieu d'application de l'accord du 28 février 2020 consécutif au processus DDR des éléments FRPI ? Pourquoi la mise en œuvre des stratégies de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion n'aboutit pas à la restauration de l'autorité de l'Etat dans la zone sous influence de la FRPI ?

Nous alléguons que le processus de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion de la FRPI connaît des entraves d'ordre international, régional, national, provincial et local. Ces entraves impacteraient négativement sur l'application de l'accord politique conclut le 28 février 2020 pour l'aboutissement apaisé de ce processus.

Cette étude a pour objectif de faire l'état de lieu du processus DDR des éléments FRPI; et puis relever les obstacles majeurs au processus du désarmement démobilisation et réinsertion des éléments de la FRPI.

Pour atteindre les objectifs ainsi fixés, nous nous sommes inscrit dans une approche qualitative. Le schéma méthodologique tracé par David EASTON nous a permis, grâce à l'analyse systémique, d'identifier les acteurs du champ et de hors champ, statuant sur les inputs et réagissant par des outputs d'une part, dans un système superposé du niveau local



vers celui international passant par le national et le régional ; et d'autre part, en épinglant les capacités de chaque niveau de coopération pour établir les différentes ré(tro)actions suivant les étapes des processus DDR. Tout ceci avec l'appui des techniques : documentaire par lequel nous avons eu accès à des documentations sur les activités de DDR et différentes notes, analyses, théories explicatives du phénomène en étude et d'interview libre qui nous a permis d'entrer en contact avec les responsables à différents niveaux (gouvernemental, des groupes armés, acteurs sociaux mais aussi des scientifiques du milieu). Pour ce faire, nous avons effectué une descente sur terrain du 15 février 2022 au 30 septembre 2022 à travers le territoire d'Irumu et la ville de Bunia. Ce qui nous a facilité de nous entretenir avec les personnes ressources dont les opinions ont été intégrées dans les argumentations contenues dans le présent travail.

Ceci étant, le présent travail s'articule autour de trois points qui se suivent dans l'ordre ci-après : d'abord les stratégies de désarmement, démobilisation et réinsertion en Ituri (1) ; en suite vient l'issue de processus de désarmement, démobilisation et réinsertion (2); et enfin les entraves à ces processus clôturent notre réflexion (3).

1. STRATEGIES DE DESARMEMENT, DEMOBILISATION ET REINSERTION EN ITURI

1.1. Contexte du Désarmement, Démobilisation et Réinsertion en RDC

En République Démocratique du Congo, le processus DDR tire d'abord ses origines de l'accord de Lusaka, signé le 10,30 et 31 Juillet 1999 par les différents belligérants notamment entre les gouvernements de l'Angola et de la République Démocratique du Congo, de Namibie, du Rwanda, de l'Ouganda et du Zimbabwe, qui concernait un cessez-le-feu et avait prévu la neutralité et rapatriement de force négative, groupes armés nationaux et étrangers opérant à l'Est de la République Démocratique du Congo et départ des troupes étrangers. Ensuite, il provient de l'accord Global et Inclusif de 2002/2003 signé le 17 Décembre 2002 à Sun City-RSA et dont l'acte final de négociation politique fut endossé par toutes les parties prenantes le 2Avril 2003 à Pretoria en République Sud-Africaine. Cet accord avait prévu un mécanisme de mise en œuvre du troisième de ses cinq objectifs, la formation d'une armée nationale, restructurée et intégrée.

En juin 2003, on estimait qu'il y avait entre 300 000 et 330 000 ex-combattants en République Démocratique du Congo. L'objectif du processus de DDR en RDC était le traitement de ce volume des combattants par leur Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (DDR) dans la vie civile de quelques 150 000 ex-combattants et l'intégration des autres dans une armée



nationale unifiée, restructurée et intégrée : les forces armées de la République Démocratique du Congo (FARDC).

Initialement, le processus DDR concernait les forces et les groupes armés ci-après : Les ex-Forces Armées Congolaises (FAC), ex-forces gouvernementales de la RDC ; Le Mouvement de libération du Congo (MLC) ; Le Rassemblement congolais pour la démocratie (ex RCD/Goma) ; Le rassemblement congolais pour la démocratie Kisangani- Mouvement libération (RCD-KML) ; Le Rassemblement congolais pour la démocratie-national (RCD-N) ; Les miliciens d'autodéfense locale Mai-Mai et les milices ethniques de l'Ituri (UPC/RP, FNI/FRPI, FPDC, PUSIC) et les FAPC.

Le pilotage de processus de désarmement, démobilisation et réinsertion a connu quelques mutations dans les structures de son organisation, notamment de la commission nationale de désarmement, démobilisation et réinsertion (CONADER), au programme de stabilisation et de reconstruction des zones sortant des conflits armés (STAREC) et le gouvernement a fini par un accord bilatéral avec la FRPI spécifiquement pour la résolution du cas de la Chefferie des Walendu-Bindi.

1.2. Commission Nationale de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (CONADER)

1.2.1. Première phase : de septembre 2004 à juin 2005

Le PN-DDR, dans sa première phase ne concernait que les différents mouvements politico-militaires signataires de l'Accord de Sun City. C'est dans ce contexte que fut conclu, le 16 mai 2004, l'acte d'engagement de Kinshasa par lequel, les groupes armés de l'Ituri accrus, au nombre de sept, réaffirmant leurs engagements à participer, sans réserve, et à appuyer la mise en œuvre du plan opérationnel du DDR. Le plan visait à contribuer à la pacification et à la démilitarisation de l'Ituri à travers (François-Xavier DUKU KWADJE cité par JOOST VAN PUIJENBROEK et al. Juin 2008) : la réalisation des communautés d'accueil ; désarmement de quelques 15000 combattants (9000 adultes + 6000 enfants) ; la réinsertion communautaire des ex-combattants et de leurs dépendants (un combattant + 4 dépendants) ; et l'incorporation dans les forces armées de la RDC des volontaires déclarés aptes.

Il devait permettre, en ce qui est de l'Ituri, le désarmement et la réinsertion dans la vie civile de la plus grande partie de 15000 membres de groupes armés présents dans la région, parmi lesquels FNI, UPC, PUSIC, FAPC, FPDC et FRPI. Le plan DRC prévoyait trois étapes : la sensibilisation, le désarmement et la réinsertion communautaire.



Ce programme a permis, y compris la FRPI qui fait objet de notre recherche, de démobiliser 5 435 ex-combattants soit 49,3% de l'effectif total de l'Ituri qui s'élevait à 11 029 au lieu de 15000 prévus.

1.2.2. Deuxième phase

La deuxième phase de DDR débuta au deuxième semestre de 2005 et prit fin en novembre 2006. En Ituri, cette phase se proposait à démobiliser quelques 16000 combattants et à récupérer 9000 armes. Des assistances matérielles et financières (filet de sécurité) ont été effectivement données aux ex-combattants. Notons qu'après réalisation de cette phase, le programme n'a réussi qu'à démobiliser 6 723 combattants.

De ce qui précède, cette phase a permis, en ce qui est de la FRPI de démobiliser 2 549 ex-combattants (adultes et dépendants) soit 39,9% par rapport au total en Ituri qui s'élevait à 6 723 ex-combattants effectivement démobilisés.

1.2.3. Troisième phase

A la clôture de la deuxième phase de DDR, l'Ituri était encore le théâtre d'une activité intense des groupes armés résiduels dont, les FNI de Peter Karim, le FRPI de Cobra MATATA et la MRC de Mathieu NGUDJOLO. Ces différents groupes armés ont continué à perpétrer l'insécurité en Ituri, d'où le besoin de les neutraliser et de les éradiquer.

Le DDR, phase 3 a été mise en route pour répondre à l'urgence de la sécurité et de la stabilité en Ituri d'une part, et d'autre part, pour tirer les leçons des phases précédentes en vue de la relance du PN-DDR arrêté depuis fin 2006.

Selon les prévisions de cette phase, 4500 combattants ont été attendus. Au début de la deuxième quinzaine du mois d'août 2007, date butoir prévue pour la remise de liste, les chefs de trois groupes armés ont présenté les listes de 3365 combattants candidats pour le DDR3 selon les estimations suivantes : FNI : 602 combattants ; MRC : 428 combattants et FRPI : 2335 combattants. Cet effectif total de 3365 combattants incluait aussi les 399 miliciens ayant déposé les armes depuis le lancement du programme le 4 Août 2007.

A la date du 30 septembre 2007, les effectifs des démobilisés de la phase 3 était évalué à 1529 sur un total de 4665 attendus soit 33%. Selon International Crisis Group, « du côté des FRPI, la résistance au DDR est encore plus grande. Fin Août 2007, à peine 10% de 3495 combattants figurant sur la liste fournie par Cobra Matata ont été désarmés. Face à cette situation, les Nations-Unies et le Ministère de la Défense décident de prolonger d'un mois l'opération et de revoir à la baisse la liste des combattants artificiellement gonflée ». (International Crisis Group, *Congo*, mais 2008)



Au regard de ces différentes phases de DDR, il sied de constater, en confrontant les résultats attendus et réalisés, que le programme n'a pas pu mettre fin à la circulation d'armes en Ituri en général et dans la région sous contrôle de la FRPI en particulier ; d'où la mise en place d'autres programmes pour poursuivre avec le processus de la pacification à travers le DDR.

1.3. Programme de Stabilisation et Reconstruction à l'Est du Congo (STAREC)

1.3.1. Nature de l'accord de paix FRPI et gouvernement

Après plusieurs tentatives improductives de ramener le groupe armé dénommé Force de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI) dans le giron de l'armée nationale, il y a eu signature d'un accord le 28 février 2020 dans la localité Gety, située à plus de 60 Km au sud de Bunia en territoire d'Irumu, Province de l'Ituri. Cet accord, signé entre le gouvernement représenté par le ministre de l'intérieur et sécurité, Gilbert KAKONDE et son collègue de la Défense, Aimé NGOY MUKENA et la FRPI représentée par le général autoproclamé MBADU ADIRODU, marque le début de collaboration entre les deux parties. Ces dernières ont pris le ferme engagement de respecter scrupuleusement les clauses dudit accord de paix, qui a bénéficié de l'accompagnement de la MONUSCO et du programme STAREC. Formellement, cet accord devrait ouvrir la voie à des « négociation » entre le gouvernement et la FRPI et aboutir au désarmement des miliciens.

1.3.2. Remise de deux sites de désarmement

En application de cet accord, la MONUSCO a remis, lundi 11 mai 2020, au Gouvernement provincial, deux sites devant servir pour le désarmement et la démobilisation des miliciens de FRPI. Les deux sites sont implantés aux villages de KARATZI et de Kazana, en chefferie de Walendu-Bindi dans le territoire d'Irumu, où les autorités Congolaises (nationales et provinciales) et la MONUSCO ont uni leurs efforts pour la pacification de cette partie de l'Ituri.

Cette remise de sites par la MONUSCO marque une avancée de plus dans ce processus après la signature, le 28 février 2020, de l'accord de paix, à Gety, entre la FRPI et le Gouvernement Congolais.

Le site KAZANA se trouve à une quarantaine de kilomètres au sud de Bunia. Sur place, la MONUSCO a installé 26 tentes dont 15 servants de logement aux miliciens de la FRPI. Ces tentes sont équipées de 162 lits avec matelas. Il y a également des abris réservés pour l'identification des miliciens, pour l'isolement des cas suspects de Covid-19 et pour servir de cuisine et de dortoir. La MONUSCO a également construit 15 latrines et douches et a placé



deux réservoirs d'eau d'une capacité totale de 3000 litres ainsi que deux containers pour stockage de vivres.

Un protocole d'accord a été signé entre le gouvernement et la MONUSCO pour la gestion de ces sites. Selon le responsable du Programme Stabilisation et de reconstruction des zones sortant des conflits armés, STAREC en Ituri, Jean Marc Mazio (www.radiookapi.net 28 mai 2022) « toutes les conditions sont désormais réunies dans ces deux sites pour accueillir des miliciens de la FRPI car ils bénéficieront des effets nécessaires pour leur installation sur le site, des vivres et de l'argent de poche pour les besoins primaires ».

2. ISSU DE PROCESSUS DE DESARMEMENT, DEMOBILISATION ET REINSERTION

2.1. Consolidation de la Force de Résistance Patriotique de l'Ituri

Dans la chefferie de Walendu Bindi, la persistance du groupe armé FRPI et l'échec de processus DDR sont en train d'anéantir peu à peu, la puissance de l'Etat, à tel point que la FRPI se substitue à l'Etat congolais dans sa zone d'influence qui est la chefferie de Walendu-Bindi. Pour autant qu'« en Ituri, les groupes armés résiduels se sont organisés jusqu'en 2018 autour des foyers miniers, des zones forestières et lacustres, exploitant les ressources minières et forestières, se livrant aux trafics illicites des bois, d'ivoires et d'armes. Les combattants démobilisés se livrèrent à des actes des pillages des vaches, d'extorsion des biens, de kidnapping, sans prévention ni réaction sécuritaire efficace » (TSUMBU GBORO, Avril 2022).

A ces jours, la FRPI impose sa puissance et sa politique dans ladite chefferie. Pour elle, le contrôle de cette entité lui revient. Il exige des redevances, taxes et contributions diverses. A partir du moment où l'on quitte Bogoro pour Gety, à environs 10 kilomètres de Bogoro au pied de la montagne Lorobi entre Lakpa et Nombe, ils ont érigé des barrières pour un contrôle éventuel de flux des personnes et biens ; l'entrée comme sortie de la chefferie est autorisée par FRPI.

Dans la chefferie de Walendu Bindi, la FRPI y a remplacé l'Etat et l'armée depuis l'échec de son désarmement fin 2020. Pour s'en rendre compte, en quittant Bunia direction Bogoro, après 30 Kilomètres et quatre péages illégaux tenus par les soldats congolais c'est l'entrée dans la zone sous contrôle de la FRPI. Un jeune homme en habits civils, Kalachnikov au pied, ouvre la barrière qui permet l'entrée dans la chefferie comme pour accorder l'immigration dans un autre Etat où ce groupe armé soumet tout le monde à sa loi.



Depuis fin 2020 et début 2021, par vagues successives, des déplacés arrivent par milliers dans cette chefferie pour chercher la protection, même relative, auprès des miliciens de la FRPI. Ils fuient les massacres perpétrés dans les chefferies voisines de Boga et Chabi par les Forces Démocratiques Alliées (ADF), groupe armé qui a fait allégeance à l'organisation Etat Islamique(EI), et leurs alliés issus de la communauté Hutu installée dans la zone (www.africaneurs.com 30/06/2022). C'est ainsi qu'un combat a opposé, à Bukiringi, la FRPI et ADF avec ses alliés Banyabwisha du 24 au 26 juin 2021 ; la FRPI lutte pour la Protection de la chefferie, sa population et déplacés des chefferies voisines venus chercher l'abri et leur rassura protection, en lieu et place du gouvernement congolais dans cette contrée.

2.2. Persistance de Pillage et violences armées

Il devient de plus en plus habituel pour la paisible population de la chefferie de Walendu-Bindi que les travaux de champs, l'élevage (des petits ou des gros bétails), fait objet de partage entre les propriétaires et les hommes de maquis. Il est remarquable qu'avec de milliers d'hommes dans différents bastions de la FRPI, la vie et la survie posent problèmes ; lesquels problèmes deviennent un fardeau pour les habitants de ladite chefferie. Les produits champêtres sont récoltés par les propriétaires des champs concomitamment avec les hommes qui sont aux maquis. L'élevage des petits bétails, tout comme des gros bétails subit d'énormes dégâts de la part des éléments de la FRPI (MUSANZI LAPADU PATRICE, Notable Bindi interviewé 14/06/2022 à 15h 18 minutes à Dhele/Bunia).

Ils ne se sont pas limités dans leur chefferie, mais aussi, il déborde à d'autres chefferies voisines de Walendu Bindi pour imposer les actes énumérés ci-haut. C'est le cas de la double incursion au village MAKONI de la chefferie de Bahema Mitego à l'espace de moins de 24 heures : lors de la première incursion celle de la soirée du jeudi 07 juillet 2022, ils ont voulu apporté 192 vaches, mais toutes ces vaches ont été récupérées par l'armée après un échange de tirs puis restituées à leurs propriétaires, moyennant quelque paiement de la part des éleveurs. Dans les après-midis de cette même semaine, vendredi 08 juillet 2022, encore 300 vaches ont été pillées par ces hors-la-loi dans la même chefferie.

La récurrence des violences des groupes armés sur une grande majorité de ces zones prioritaires de la stabilisation dont Boga-Gety-Bogoro est une illustration avec l'activisme de la FRPI, des Forces Démocratiques Alliées (ADF), des Combattants Banyabwisha Hutu assimilés aux Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR) et des Mai-Mai. L'approche holistique en vue de la restauration de l'autorité de l'Etat a ainsi montré ses limites (TSUMBU GBORO, Avril 2022).



Il faut noter l'affrontement meurtrier, entre les deux groupes armés tous signataires des actes d'engagement au processus DDR, pour la paix en Ituri ; il s'agit de la FRPI qui est dans le processus de la paix avec le gouvernement depuis, le 28 février 2020, et la FPIC qui, elle, en est depuis mai 2022. Ils se sont affrontés, vendredi 22 juillet 2022, près d'une carrière minière d'or de Tulabo à la limite entre les chefferies de walendu Bindi et Andisoma dans le territoire d'Irumu.

Tout est parti d'une accusation de la FPIC dite Chini ya Kilima, estimant que la FRPI est à la base de vol de bétail dont le cas remonte au 16 juillet 2022 dans le village Kalingi à quelques kilomètres de Nyakunde. Cette situation a provoqué un grand déplacement interne dans les deux chefferies : Walendu-Bindi et Andisoma et aussi une agitation dans la chefferie voisine de Mobala.

Le processus DDR des éléments FRPI a été très long et périlleux mais n'a pas permis la consolidation de la paix et n'a pas non plus mis fin à la circulation des armes dans la région sous étude ; d'où nous avons indiqué l'issue de ces différents processus après avoir tracé les péripéties de désarmement des éléments FRPI à travers plusieurs programmes du Gouvernement congolais et ses partenaires. Ce qui nous permet d'aborder le point consacré à l'analyse des entraves à ces processus.

3. ENTRAVES AU PROCESSUS DE DESARMEMENT, DEMOBILISATION ET REINSERTION DES ELEMENTS DE LA FORCE DE RESISTANCE PATRIOTIQUE DE L'ITURI

3.1. Au niveau international

3.1.1. Inertie des grandes puissances

L'expérience de deux guerres mondiales connues a confirmé le caractère anarchique des Relations Internationales. Aussi ne laissa-t-elle pas indifférents les Etats épris de la paix qui n'ont hésité à initier des démarches axées sur l'importance de résoudre les querelles mondiales par des voies légales et par l'arbitrage. La SDN et l'ONU en sont deux stratégies de l'histoire (UFOY WATHUM et Al., janvier 2021).

La république Démocratique du Congo est un Etat membre de l'Organisation des nations Unies (ONU). La charte de Nations Unies est basée sur l'idée de la « sécurité collective ». Les buts de l'Organisation des Nations Unies sont : le maintien de la paix et de la sécurité internationale, et enfin prendre des mesures collectives efficaces en vue de prévenir et d'écarter les menaces à la paix et de réprimer tout acte d'agression ou autre rupture de la paix



etc. (KADONI NGUWAY KPALAINGU, 2022). Le cas sous examen remet en cause la capacité de ces organisations dans la situation de la FRPI.

Les groupes armés, les miliciens, les rebelles, etc. qui sont actifs à l'Est de la RDC ne sont en aucun cas fabricateurs des armes à feu, mais détiennent et opèrent tous avec des armes et munitions dont les fabricants sont bien connus à travers le monde. Raison de plus pour croire aux puissances qui cherchent les marchés pour leurs produits. « En effet, les acteurs actuels de la mondialisation sont complices dans les différents conflits qui déchirent le monde. Cela afin que non seulement leurs interventions y soient légitimes mais surtout que leurs capitaux mis en difficultés chez eux par la contradiction observée et criante entre les niveaux de production et celle de consommation soit exportée ailleurs » (KADONI NGUWAY KPALAINGU, 2022). Comment l'Union Européenne peut signer, par exemple, l'accord pour renforcer leur coopération avec le Rwanda sur les secteurs de mines sachant bien le Rwanda ne dispose pas des puits de minerais si ce n'est que ceux pillés dans les zones où il entretient les conflits en RDC ?

Plusieurs rapports des Nations Unies démontrent depuis 2001 que des millions de tonnes de minerais sont pillés et livrés à des trafiquants de tout genre et qu'ils sont exportés puis vendus chez des voisins de la RDC dont le Rwanda. Malgré les preuves rassemblées par des experts de l'ONU, les institutions africaines et européennes restent silencieuses. (Charles ONANA, 2023)

Avec l'événement de M23, ces puissances semblent être mises au clair pour l'Est de la RDC, le Rwanda et l'Ouganda pour ne citer que ces deux pays qui sont constamment mentionnés dans différents rapports comme des acteurs clés dans la destabilisation de la RDC directement (à travers leurs armées respectives) ou indirectement (à travers les groupes armés locaux) sans que l'ONU ne prenne des sanctions exemplaires contre eux.

Nos communautés sont prises en proie à des conflits interminables, manipulées et incitées à s'entretuer pour le profit de ceux qui convoitent et pillent nos ressources naturelles. Nos téléphones, nos ordinateurs, nos voitures électriques et autres gadgets technologiques sont directement liés à la souffrance et à la mort des populations des grands Lacs en particulier celles de la province de l'Ituri, du Nord et du Sud Kivu en RDC. Cette situation s'étend progressivement à d'autres provinces comme le Bandundu, les Kassai, le Maniema, etc. (VWAWEKA RUTAYA Pétronille, 26 avril 2024).

Cette façon de faire a motivé l'Honorable Gratien de Saint Nicolas IRACAN d'affirmer que « les massacres à l'Est de la République sont en voie de devenir des faits normaux. Des vies humaines sensées être protégées par l'Etat congolais ainsi que la communauté internationale,



continuent d'être effacées.... Le peuple congolais de l'Est veut comprendre le vrai plan qui se cache derrière toutes ces atrocités sous le silence et l'inaction de nos gouvernants mais aussi de la communauté internationale ». (Gratien de Saint Nicolas IRACAN, 19 aout 2022)

3.1.2. Conspiration

La RDC est confrontée à un problème sécuritaire à grande échelle, dont une croissance aigüe, dans la partie Est, des rébellions, des groupes armés, des milices, etc. Pour y faire face, une obligation à la République Démocratique du Congo de se procurer les armes de justesse et de la nouvelle technologie, pour mettre en déroute les multiples forces négatives.

Malheureusement, le 28 juillet 2003, le conseil de sécurité de l'ONU avait adopté à sa 4797^e séance, la résolution 1493 sur l'embargo des armes en RDC. Décision prise une année après la signature, à Sun City en Afrique du Sud, de l'accord global et inclusif. Toutefois, le conseil de sécurité avait décidé que tous les membres, y compris la RDC elle-même prennent de mesures nécessaires pour « empêcher » la fourniture, la vente ou le transfert direct ou indirect d'armes et tout matériel connexe aux milices et groupes armés congolais et étrangers.

Une année après, soit en 2004, le conseil de sécurité de l'ONU, par sa résolution 1533 enjoint le Gouvernement Congolais à une « obligation d'une notification préalable au comité des sanctions pour toute fourniture, vente ou transfert d'armes et autres matériels militaire en faveurs de sécurité congolaise ».

En adoptant par 10 voix et 5 abstentions sa résolution 2641 (2022) en application du chapitre VII de la charte, le conseil de sécurité a reconduit jusqu'au 01 juillet 2023 son régime d'embargo sur les armes et de sanction relatives à la République Démocratique du Congo. Les trois membres Africains du conseil -A3 Gabon, Ghana et Kenya-, la chine et la Fédération du Russie se sont abstenus.

Membre de l'organisation des Nations-Unies, la décision ci-haut mentionnée laisse la RDC à la merci de tout envahisseur, car la détention des armes de nouvelle technologie, les armes de justesse...est un des facteurs qui donnent la puissance aux Etats et contribuent efficacement à la sûreté des Etats.

Il faut encore s'inquiéter de la passivité exprimée par cette communauté internationale à qui pourtant les gouvernements ont cédé une partie de leur souveraineté comme gage de leur sécurité internationale à travers l'ONU, cette phrase du SG de l'ONU est un aveu de conspiration : « ...la vérité, c'est ce que le M23 aujourd'hui est une armée moderne avec des équipements lourds qui sont plus perfectionnés que les équipements de la MONUSCO » (Carmel NDEO, 18 octobre 2022). Il s'agit d'une grande conspiration si le Secrétaire Général



des Nations-Unies peut faire croire à l'opinion publique que tous les pays réunis au sein de l'ONU et intervenant en RDC par l'entremise de la MONUSCO ne possède pas d'arme en même de défaire le M23 alors que, même si la comparaison n'est pas raison, seule la France avait, avec l'Artémis rétablit la paix et la sécurité dans la ville de Bunia en 2001 comme l'exprime Pascal MUKONDE :« À l'inverse, l'intervention en Ituri est célébrée pour sa brièveté (deux mois et demi) et son caractère « chirurgical ». (Pascal MUKONDE MUSULAY, 2016)

3.1.3. Aides fallacieuses

Les questions en rapport avec les aides sont complexes à aborder car ce sont parfois des dons ou dettes et non des obligations. Néanmoins, il y a une conception qui devient de plus en plus, une réalité que les pays en voie de développement peuvent, en cas des problèmes majeures ou nécessité, compter sur les appuis des pays développés. C'est dans cette optique que la RDC a tendance à solliciter des aides pour soutenir, entre autres, le processus DDR.

Dans cet ordre d'idée, en décembre 2021 en soutien aux efforts du gouvernement Congolais dans la mise en œuvre du programme de Désarmement Démobilisation et Réinsertion (DDR), la Banque mondiale a participé à la réinsertion des jeunes démobilisés de groupes armés dans la vie économique.

Les promesses d'aide et de soutien des PED deviennent entrave, lorsque le fond n'arrive pas, ou tarde trop ; encore quand le montant est détourné. Il faut aussi fustiger le fait que certaines organisations (Institutions Financières Internationales) posent des conditions et exigences multiformes avant d'octroyer les aides alors que les problèmes s'accroissent ou se complexifient juste à cause de non-respect de délais d'exécution.

C'est pourquoi Pascal MUKONDE MUSULAY note dans le cas de l'Ituri que «la mobilisation des moyens militaires européens et un exercice diplomatique franco-britannique dans la région des Grands Lacs ne pouvaient qu'apporter une rémission à l'insécurité que vivaient les populations de Bunia, mais, en aucun cas, ne pouvaient créer les conditions d'une normalisation qui exigeait d'abord du temps et une action politique et militaire moins géographiquement limitée » (Pascal MUKONDE MUSULAY, 2016).

3.2. Au niveau régional et sous régional

3.2.1. Boulimie des ressources naturelles de la RDC

La RDC est membre de plusieurs organisations Sous régionale : de l'Afrique centrale vers la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Est en passant la Région des Grands Lacs et de l'Afrique Australe. La communauté des Etats de l'Afrique de l'Est (EAC) est la dernière à



laquelle la RDC a signé son adhésion devenant son 7^e membre. Cette adhésion intervient après que la RDC ait été acceptée en Avril 2022 par les autres Etats membres. Le Parlement congolais avait adopté en juin 2022 le projet de loi autorisant l'adhésion de la RDC à ce bloc sous régional.

La présence des différents groupes armés dans ces régions disséminées à travers leurs pays d'origines ou dans les pays voisins des uns comme des autres parfois organisant des attaques sur un pays à partir d'un autre a plongé ces différentes régions dans des accusations mutuelles ; notamment la RDC, le Rwanda et l'Ouganda fréquemment mais aussi le Burundi, le Soudan, l'Angola, etc. A travers les groupes armés comme FDLR, ADF, NALU, M23, UNITA, ... cette déstabilisation mutuelle dans la sous-région a occasionné les convoitises des richesses de la RDC par ses voisins sous prétexte de la poursuite des rebelles ou de mutualisation de forces pour traquer les forces négatives.

C'est dans ces contextes que Roger KASEREKA (2013-2014) estime que « ...le vrai motif de la présence armée en RDC, loin d'être sécuritaire s'avère être le pillage de ressources de la RDC. En fait, l'ingratitude programmée de L.D KABILA à l'égard de ses alliés est justifié par le fait que l'effort de guerre de l'AFDL n'est pas honoré selon les dirigeants de Kampala et de Kigali. Ceux-ci décident alors de se faire payer sur le tas ».

A lui d'ajouter que « c'est par le biais de pouvoir de l'AFDL que Kigali occupe la partie Est de la RDC, y exerce un pillage systématique des ressources congolaises. Le Rwanda y a mis en place des mécanismes de contrôle économiques et de réseaux mafieux qui y perpétuent l'entreprise Rwandaise...Il s'agissait de se procurer des biens et des recettes issues de l'exploitation des richesses congolaises et de contrôle de tous les réseaux financiers. Une certaine élite rwandaise continue à y entretenir les groupes criminels (CNDP, M23) dont les avions servent de transport de coltan et de cassitérite...ainsi que des soldats et matériels militaires. Le Rwanda pèse de tout son poids sur la politique congolaise dans la zone sous son contrôle » (Roger KASEREKA MWANAWAVENE, 2013-2014).

Ces analyses sont corroborées par les propos du Président TSHISEKEDI (Felix TSHISEKEDI TSHILOMBO, 22 septembre 2022) du haut de la tribune des Nations-Unies affirmant que « tout observateur honnête et de bonne foi reconnaît que cette crise est causée principalement par les convoitises que suscitent ses fabuleuses richesses naturelles et les ambitions de puissance de certains de ses voisins » et d'ajouter que « en dépit de ma bonne volonté et de la main tendue du peuple congolais pour la paix, certains de nos voisins n'ont trouvé mieux que de nous remercier par l'agression et soutien aux groupes armés terroristes qui ravagent l'Est de la RDC ». Il atteste que « c'est le cas actuel du Rwanda qui, au mépris



du droit international, des Chartes de l'ONU et de l'Acte Constitutif de l'Union Africaine, a, une fois de plus, non seulement agressé, en mars dernier, la RDC par des incursions directes de ses Forces Armées, les RDF, mais aussi occupent des localités de la Province du Nord-Kivu par un groupe Armé terroriste interposé, le Mouvement du 23 mars dit M23, auquel il porte un soutien massif tant en matériel de guerre qu'en hommes de troupes ».

3.2.2. Conquête de l'espace

Les différentes incursions des armées étrangères sur le sol congolais, entre autre le UPDF précisément en province de l'Ituri à travers ses frontières terrestres comme maritime, des Rwandan Democratic Forces, des Forces Burundaise, Sud Soudanaise, Angolaise, etc attestent les velléités de ces différents pays à occuper partiellement ou totalement avec ou sans accord du Gouvernement Congolais les territoires congolais; car même avec l'accord de ce dernier, « le coût politique d'une intervention est trop important pour qu'un pays occidental participe parmi d'autres à des opérations de maintien de la paix là où ses intérêts ne sont pas clairement en jeu » (Pascal MUKONDE MUSULAY, 2016).

Tableau1 : Localités congolaises convoitées (voire occupées) par les pays voisins

n°	Pays convoiteurs	Localités convoitées	observations
1	Ouganda	Territoire d'Irumu : Rukwanzi Territoire de Mahagi : Panzudu, Rodo, Sisi, Uriwo, Lac Albert Territoire d'Aru : Ofo	
	Rwanda	Bunagana, Gisiza, Gasiza, Bugusa, Bikende-Bugusa, Kinyamahura, Rwambeho, Tshongerero, Rubavu et Basare, Runyoni et Tchanzu au Nord-Kivu	
3	Burundi	Uvira : plaine de Ruzizi, Bijombo	Sous prétexte de traquer les red tabara, l'armée Burundaise a menée plusieurs opérations secrètes. Avant l'officialisation d'un accord militaire entre les deux pays en 2023



4	Angola ¹	Shakadiata ; Shahono ; Shahingi ; Kabengele ; Shamufuka ; Kambangunzi ; Tshakala ; Shayimbwanda ; Shahidi ; Kalumbandi et Shashindingi.	
5	Sud Soudan	Territoire d'Aru : Karagba, Ulendere, Liku, Angoroba, Nyai Kengezi, Aga, Kangezi Base et Kimba	
6	RCA	Nord-Ubangi principalement dans les territoires Bosobolo et Mobayi-Mbongo au Nord-Ubangi	Ce sont les rebelles des Anti-Balaka qui font constamment leur incursion et commettent des exactions sur les civiles

Source : Enquête sur terrain

Commentaire : Il ressort de ce qui précède que ces pays voisins de la RDC n'ont pas que l'ambition de contrôler les richesses de la RDC mais aussi et surtout d'étendre leurs puissances au-delà de leurs frontières visant plus les parties congolaises avec des ressources stratégiques. Les affrontements d'UPDF avec la FARDC pour le contrôle de l'île de Rukwanzi est encore un exemple éloquent dans la région sous étude : la naissance d'un nouvel Etat pétrolier suscite des convoitises. En juillet 2007, l'armée congolaise a capturé plusieurs militaires ougandais sur un navire patrouillant du côté congolais du lac... le mois suivant, la tension est encore montée d'un cran. A proximité de la petite île de Rukwanzi, située sur le Lac Albert, des tirs ont été échangés entre une patrouille de l'armée congolaise et des militaires ougandais qui se trouvaient à bord d'une barge de la compagnie Heritage oil ...

¹Députés Nationaux, originaires du District du Kwango, **Déclaration politique sur l'invasion angolaise**, Kinshasa, le 10 mars 2007. Ils affirment dans ce document que les éléments lourdement armés de la police angolaise y sont présents avec des matériels militaires de transmission autour des bivouacs militaires également à côté d'une borne datée de 1972 ; une piste d'atterrissage pour hélicoptères y est aménagée et le drapeau angolais est hissé ; Le terrain en lui-même offre le spectacle d'avoir été le théâtre d'intenses activités et de grands travaux de déblayage récents ; Les occupants des villages sus évoqués ont été déplacés de force pour être repoussés davantage à l'intérieur du territoire congolais, abandonnant derrière eux leurs biens et en s'exposant à la famine, à des maladies diverses, à la déperdition scolaire et à toutes sortes de calamités dans la brousse ou la forêt où ils vivent apeurés ; Des hommes et des femmes déplacés de leurs villages sont sorties de brousse pour se confier à la mission conjointe et ont déclaré : a) ils sont et ont été de tous les temps des Congolais et la portion du territoire où sont implantés leurs villages d'où ils ont été déplacés de force, est également Congolaise ;

depuis cet incident, la RDC et l'Ouganda revendiquent leur souveraineté sur ce caillou de 3km de diamètres, jusqu'à présent sous administration congolaise...

3.3. Au niveau national

A ce niveau les obstacles à la restauration de l'autorité de l'Etat résident sur le point de vue politique et économique.

3.3.1. Du point de vue politique

Les entraves à ce processus sont dû à la faiblesse de l'Etat, à l'insuffisance de moyen, à l'inefficience de l'appareil de l'Etat et au paradoxe entre le Gouvernement et la MONUSCO.

❖ Faiblesse de l'Etat Congolais

Pour Benjamin Mukulungu Lgoba (2021), l'Etat ne doit mériter son existence que dans la mesure où il exerce sa puissance à travers l'accomplissement de ses missions. La conduite des affaires de la cité lui impose plusieurs missions à réaliser en tant qu'une organisation globale que la société se donne pour se gérer et s'orienter. Leur nombre semble illimité et variant dans l'espace et dans le temps. Néanmoins les principales missions de l'Etat demeurent les suivantes : Garantir l'intégrité territoriale, la souveraineté nationale et l'ordre public; Assurer la représentation intérieure et extérieure de la nation et de défendre son image de marque ; Promouvoir le développement intégral et intégré de la Nation.

Toutes ces missions s'avèrent utopique dans la Province de l'Ituri où des groupes armés contrôlent entièrement ou en partie plusieurs entités, telle la chefferie des Walendu-Bindi. Ce qui nous met en présence d'un Etat fragile dont l'impuissance dans la chefferie de Walendu Bindi est justifiée par plusieurs facteurs dont l'imposition de contrôle d'entrée et de sortie de ladite chefferie, la mobilisation des recettes par et pour le compte de la FRPI, l'exercice de toutes les fonctions régaliennes d'un Etat par ce groupe armé sur toute l'étendue de la zone sous leur contrôle.

Tableau 2 : différentes barrières (de contrôle et mobilisation des recettes) illégales érigées par la FRPI

n°	Axe	Nombre	Localisation
1	Bogoro-Gety	1	LOROBI
2	Aveba-Bukiringi	3	Badjanga Mawara et Achuka
3	Aveba- Songolo	2	Ngidha et Bangorido
4	Kasenyi vers Kalyabugongo	-	chefferie de Bahema Sud

Source : Enquête sur terrain

Commentaire : ces différents points de contrôle érigés par la FRPI (dont nous avons relevé 7) leur permettent en même temps de mobiliser des ressources financières en imposant des



redevances aux passants mais aussi d'assurer la sécurité en les considérant comme des check points. Ces barrières permettent de contrôler toutes axes fréquentées rentables économiquement dans la région.

❖ **Insuffisance de moyens financiers pour DDR**

L'exercice de tout pouvoir et l'exécution des différents programmes du gouvernement dépendent du budget et des différents financements. En fait, l'exécution du programme DDR des éléments de la FRPI n'échappant nullement à cette logique s'est butés à plusieurs difficultés y relatif.

Pour Guy-Sylvain MUKENGE KATUMBA (2024) « la RDC fait face à des défis considérables, tels que la faible appropriation politique et administrative, les ressources financières limitées, et les résistances institutionnelles et culturelles » (.Compte tenu des difficultés que le Gouvernement congolais rencontre dans la réalisation des différents programmes et celui de DDR en particulier le programme n'a jamais respecté le chronogramme des activités (souvent prévu pour un timing précis, la réalisation tire toujours à longueur), le programme s'arrête souvent en cours de chemin (certaines activités sont réalisées alors que d'autres ne les sont pas). Devant ces réalités nocives au processus, souvent le gouvernement recourt auprès de ses partenaires pour l'épauler ; cependant les difficultés demeurent d'autant plus que les différents partenaires viennent aussi avec leurs exigences qui sont parfois contraires ou non conformes à la conception gouvernementale.

Ce qui pousse Thierry VIRCOULON (juin 2021) à relever les facteurs de la lenteur de mise en œuvre des accords de DDR en RDC en termes de : l'absence de suivi financier du gouvernement ; le détournement des fonds affectés au DDR ; la surenchère des revendications financières des groupes armés (par exemple, la FRPI a exigé le paiement de trois mois de « primes ») ; la fragmentation des groupes armés pour multiplier la captation des financements comme on peut le voir actuellement avec les factions locales de la CODECO qui sont apparues depuis l'ouverture des négociations par la délégation présidentielle

Ces ingrédients étant réunis, combinés aux moyens insuffisants qui s'en suivent, nous avons constaté, à la suite de KAKORAKI Pascal (16 septembre 2022) que « L'inefficacité de prise en charge fait que les miliciens et les dépendants vont vider le site de AZITA un par un, jusqu'à laisser le site vide. Ils vont s'éparpiller dans un premier temps à travers la chefferie de Walendu Bindi ; ensuite ils vont rejoindre petit à petit leurs batillons respectives et les maquis deviennent de nouveau en formes ». Bien que le gouvernement provincial avait essayé d'intervenir pour suppléer l'insuffisance constaté mais lui aussi limité par le moyen jusqu'à ce que le processus s'arrête à mi-chemin.



Selon Thierry VIRCOULON (juin 2021), pour « les deux parties (le gouvernement et les milices), le DDR n'est qu'une transaction politique et financière temporaire qui permet aux groupes armés de recevoir de l'argent et aux autorités d'obtenir un succès symbolique. Les miliciens ont l'habitude d'entrer et de sortir de l'armée, ils savent que la soi-disant réinsertion communautaire équivaut en fait au retour à la pauvreté villageoise et les autorités congolaises conçoivent le DDR comme une façon d'acheter la paix ».

❖ Inefficiency de l'appareil étatique

Cette fraction de groupes armés en Ituri a fait plusieurs engagements informels avec les services de sécurité depuis sa création, notamment la FRPI a été alliée à RCD-ML au début de ses mouvements et travaillait presque pour le compte du gouvernement de Kinshasa à travers son allié. FRPI était basée à Béni et censée compter 9000 combattants, la FRPI recevait à la fois une formation militaire et des armés en 2002, auprès de son collaborateur RCD-ML.

Aspect des choses confirmés par le fait que « le colonel Marcel EKUBA avait fait partie du groupe d'officiers dépêché par le général KISEMPIA de la maison militaire du Président KABILA pour ravitailler en arme les miliciens Lendu FNI et FRPI. L'armement passait par l'APC de MBUSA NYAMWISI et arrivait à Béni. Les avions de la Compagnie Butembo Airlines, appartenant au Docteur KISONI, assurait ensuite le transport des armes... le colonel EKUBA avait également assuré directement la formation des miliciens FNI et FRPI au Centre de Nyaleke » (International Crisis Group, 2008).

Un des faits marquant de la collaboration de FRPI et le gouvernement est pointé par l'arrestation de Cobra Matata et sa libération politique. Cobra Matata s'était rendu lui-même aux autorités lorsqu'il a été accusé de piller les ressources naturelles du pays, en novembre 2014, il sera arrêté, en janvier 2015 et transféré à la prison de Ndolo à Kinshasa. Par une libération informelle, le chef milicien miraculeusement va se retrouver de nouveau dans son maquis en homme libre dans sa chefferie d'origine Walendu Bindi (KISEMBO BITAMARA Augustin, 25mai 2022).

Il faut aussi lire la collaboration des différents groupes armés dans la sécurisation des processus électoraux de 2006 et 2011 qui est un aveu de l'inefficience de la part du gouvernement car « A Djugu comme à Irumu, les élections furent conjointement sécurisées par les FARDC, la PNC et les miliciens dont certains leaders étaient candidats au niveau national et provincial » (TSUMBU GBORO, Avril 2022).

Néanmoins, « le chef de cette milice, Général autoproclamé MBADHU ADIRODU (2022), affirme qu'il est prêt à déposer les armes et à remettre au gouvernement congolais tous les dispositifs sécuritaires de la région et le contrôle des éléments sous son contrôle. Mais il ne se

retrouve pas par rapport au retard et blocage à l'évolution, poursuite et fin du processus de DDR de ses éléments ».

❖ **Paradoxe entre le Gouvernement et la MONUSCO**

Dans l'Accord signé avec la FRPI, le Gouvernement congolais accepte d'intégrer les éléments de la FRPI dans les Forces de Défense : « le Gouvernement s'engage à intégrer, dans les Forces de la Défense (FDS), compte tenu de l'impératif de la paix les éléments de la FRPI qui en feront la demande, et ce, après vérification au cas par cas des effectifs et des compétences suivant les critères définis par la loi, en ce compris l'octroi des grades » (RDC, 28 février 2020).

Ce point de vue reste en contradiction avec les partenaires du gouvernement dont la MONUSCO qui estiment que l'on ne peut intégrer les forces négatives dans l'armée régulière : « pendant longtemps, on a intégré les groupes armés dans l'armée, dans la police, dans les fonctions régaliennes de l'Etat. Aujourd'hui le gouvernement est lui-même d'accord pour dire qu'on intègre plus les groupes armés parce qu'on entretient la violence, on entretient l'intérêt à prendre les armes contre la République. Si je peux devenir général sans aller à l'école où je ne suis même pas sûr d'avoir le grade ? C'est ce que je vois comme un volet sur lequel on doit continuer à travailler. Celui qui prend les armes contre la République, il sera sanctionné et il répondra de ses actes » (Leila Zerrougui, 22 janvier 2021).

Ainsi, sous l'influence de la communauté internationale et/ou sous régionale, le gouvernement change d'une manière intempestive ses stratégies pour adopter celles proposées par ses pairs, conforme ou non à ses engagements vis-à-vis des groupes armés.

3.3.2. Du point de vue économique

❖ **Cupidité du Gouvernement congolais**

Les principales richesses de l'Ituri sont l'Or, le bois et le pétrole. A côté de ces trois principales richesses, il y a des diamants, du coltan, de la castrite mais aussi l'élevage des gros et petits bétails. Bien qu'exploité depuis les années 1960 sur la côte atlantique le pétrole en République Démocratique du Congo est une ressource naturelle qui est restée dans l'ombre des richesses minières et à laquelle le gouvernement Congolais n'a jamais prêté beaucoup d'attention. Mais depuis quelques années, sous l'effet de la frénésie d'exploitation qui s'est emparée de l'Afrique, le secteur pétrolier sort de l'ombre et la RDC fait l'objet d'un intérêt renouvelé des compagnies pétrolières. L'or est déjà le premier contributeur au budget de l'Etat et, si les espoirs des sociétés pétrolières se confirmaient, la vocation minière de la RDC pourrait même céder le pas devant l'or noir.



Dans un contexte d'insécurité croissante et de multiplication des groupes armés dans l'Est, une « ruée vers l'or noir » serait plus un risque qu'une opportunité. Outre la présence de groupe armé dans l'Est du pays et les tensions frontalières avec l'Ouganda, la gouvernance actuelle du pays n'est pas en mesure d'assurer une mise en valeur de cette régulateur, le secteur pétrolier risque, à l'intra du secteur minier, de devenir un terrain d'affrontement entre intérêts locaux et étrangers sur fond de législation inadaptée, d'opacité financière et de présidentialisation d'un secteur économique stratégique (TSUMBU GBORO, Avril 2022).

La chefferie de Walendu-Bindi, avec ses multiples puits d'or dans le groupement de Baviba est bien dans le viseur des groupes armés actifs dans le milieu dont la convoitise de rebelle ADF et ses alliés Banyabwisha, de vouloir contrôler cet espace. C'est ainsi que «la résistance des FRPI au DDR s'explique par la même combinaison de facteurs dans un contexte communautaire encore plus spécifique. Dans la zone qu'ils contrôlent dans le territoire d'Irumu (Balazana, Tcheyi et Mont Omi), les FRPI contrôlent d'importantes activités lucratives-comme le trafic du bois près de Mambasa et l'exploitation de plusieurs mines d'or-qui procurent à leurs combattant des revenus sans commune mesure avec ce qu'ils pourraient gagner s'ils intégraient le FARDC ou revenaient à la vie civile » (International Crisis Group, 2008).

❖ **Mercantilisme de l'armée**

De nos jours, les militaires sont certainement enviés parce qu'ils sont devenus, pour certain tout au moins, immensément riche. L'armée a fait des fortunes et bâti des réputations, pas toujours au plus méritant, entraînant une véritable curée dont le peuple paye souvent le prix fort (SOUKA SOUKA, 2020).

L'affairisme gagne de plus en plus les opérateurs sécuritaires congolais. Les soldats pourtant réguliers s'adonnent régulièrement aux ventes des équipements, munitions et armes pour combler les déficits de leur prise en charge moins adéquat : «six militaires, dont un lieutenant-colonel, un major, un capitaine et deux soldats de premier classe sont condamnés à la peine de mort pour leur implication dans un réseau de vente de quelques 670 minutions à des miliciens en province» (www.radiokapi.net/justice/Bunia 2022)

Pour M. TSHITENGE LUBABU (cité par SOUKA SOUKA, 2020) « les officiers dans l'Est du pays sont avant animés par des appétits miniers et se sont partagé la rente avec de nombreux complices sur place et à l'étranger. Mais ils ne se sont pas arrêté là. Ils ont gonflé le nombre de soldats et mis en place un système de détournement des soldes, des rations de combat et des équipements. Les résultats : le moral des hommes a été sapé et la troupe s'est transformée à une bande de va-nu-pieds ».



L'appétit glouton de l'exploitation des ressources ne caractérise pas seulement les forces négatives mais aussi certains officiers qui s'y adonnent en lieu et place des opérations militaires comme l'estiment les experts : « ...nombre de militaires se soucient davantage du trafic d'or et de bois que des opérations militaires proprement dites et sont très peu motivés pour aller déloger une milice communautaire comme les FRPI, réfugié dans son sanctuaire, soutenue par sa communauté et pouvant compter sur des soutiens extérieurs... » (International Crisis Group, 2008).

Ce qui fait que l'objectif d'un certain désarmement pour la FRPI signifierait lâcher les armes et laisser les ressources de la chefferie aux prédateurs qui rodent et environnent la chefferie. Donc, de plus en plus le processus DDR devient une illusion, loin de la réalité, pour les éléments des FRPI.

3.4. Au niveau local

Il faut reconnaître que la FRPI est une milice communautaire en Ituri dont certains facteurs locaux expliquent les échecs du processus DDR entamé par le gouvernement et ses différents partenaires pour la pacification de l'Est du pays.

3.4.1. Difficulté d'identification des miliciens

Nous l'avons déjà exprimé, les miliciens FRPI sont disséminés parmi la population de la chefferie de Walendu Bindi à tel enseigne qu'il devient parfois difficile de les identifier dans la communauté. Les listes des combattants éligibles au processus DDR des éléments FRPI ont été élaboré avec une certaine légèreté caractérisée par l'insertion des personnes qui n'ont jamais été dans le groupe armé, le pratique de monnayage, la falsification des listes ainsi que la non déclaration de certains éléments du groupe armé ainsi que des armes détenues par ces derniers.

De ce fait, dans le plan du programme DDR, le ratio « un combattant pour une arme » n'était pas réaliste. Certains combattants qui ont accepté le processus ont gardé des armes dans leur communauté pour se sécuriser en cas d'attaque éventuelle ou en cas de reprise de conflit. En outre, au lieu qu'une arme soit présentée par un combattant, plusieurs s'alignaient derrière une seule arme pour jouir des avantages de ce processus et bien d'autres ne présentaient que des munitions sans arme.

Le processus n'a donc pas clairement déterminé la prise en charge de certains indépendants détenant des armes et qui ont besoin des mécanismes plus spécifiques pour remettre les armes.

3.4.2. Enjeux d'exploitation des ressources

Nous ne le dirons jamais assez, une des causes de la survivance des groupes armés malgré tous les processus de DDR est le contrôle des ressources naturelles et la gestion des espaces stratégiques. Les éléments de la FRPI ont subsisté à ces différents programmes visant leurs désarmements, par le fait que l'Ituri en général et la chefferie des walendu Bindi regorge des ressources qui attirent la convoitise des acteurs nationaux comme internationaux mais aussi qui leur permet le ravitaillement en arme et munition pour continuer à imposer leur volonté.

Dans un contexte où l'Etat congolais est au bord d'une libanisation, si pas proche de la balkanisation qui profite au groupe comme FRPI de développer des mécanismes pour s'imposer en même temps comme protecteur des habitants de la chefferie face aux envahisseurs (nationaux comme étrangers) mais aussi et surtout comme contrôleur privilégié des ressources lucratives pour sa survie au dépens de l'Etat Congolais qui a déserté de sa mission dans cette partie de la République comme dans d'autre. Cette réalité n'est pas loin de l'affirmation de KASEREKA Roger (2012) qui pense que « l'Ituri et tout le graben sont devenu de loin attractif avec la découverte et les perspectives de l'exploitation de l'or noir (pétrole) sur les rives du lac Albert et dans la vallée de la Semiliki. La crainte est de voir ces nappes de pétrole devenir un enjeu géopolitique de la manipulation des dynamiques internes pour rompre le processus de la pacification de l'Ituri en cours ».

Tableau 3 : Différentes ressources sous contrôle (convoitées) de la FRPI

n°	ressources	groupement	sites
1	or	Baviba	Ndudha, Opoli, Crise, Avi, Heritage, Songolo, Akomi, Sodhu, Soke, Dingo, Adhumba, Vututu, ...
		Bamuko	Simika, Mblito, Ngau, Athibo,,...
		Zadhu	Nyasumbi, Ngyalo, Kasumaka,...
2	Exploitation des bois	Mambasa	
3	Produit lacustre	Lac Albert	
4	Zone pétrolière	Lac Albert	

Source : Enquête sur terrain

Commentaire : ce tableau démontre combien les différentes ressources naturelles (minière, faune et flore, lacustre, site touristique, ...) sont sous contrôle des groupes armés et constituent la clé de voûte d'un mécanisme de survivance du phénomène dans cette région.

3.4.3. Cahier de charge prétentieux de Groupes armés

❖ Amnistie :

Les négociations avec la FRPI pour la pacification sont une procédure qui date d'une décennie et demie et plusieurs processus ont été engagés sans atteindre l'objectif principal.



Dans ses différents cahiers de charges la FRPI a souvent imposé au gouvernement l'amnistie de ses membres et l'intégration dans les FARDC. Cependant, au vu des différents crimes et bavures commis par les différents groupes armés, le gouvernement et ses partenaires ne pouvaient fermer les yeux sur certains crimes (surtout internationaux) commis par ce groupe armé (ce qui a fait que certains de ses leaders -G. KATANGA, COBRA MATATA- ont de fois été mis en prison et jugé).

Cela a souvent handicapé le processus de DDR des éléments FRPI qui s'y retiraient en cas d'arrestation d'un de ses membres puisque « le retard pris pour la reconnaissance des grades militaires, le transfert le 17 octobre 2007 à la CPI de leur leader, Germain KATANGA, puis l'arrestation depuis août de leur leader spirituel, KAKADO, n'a fait que les conforter dans leur sentiment de défiance à l'égard du pouvoir central » (International Crisis Group, 2008).

❖ Grades :

Selon KAZUMBA TSHITEYA (2013) « une armée nationale, professionnelle, instruite, Républicaine et intégrée ne peut provenir que des éléments patriotes, formés et intégrés ». De même que l'amnistie, l'intégration des éléments FRPI dans l'armée et la reconnaissance des grades sont des grandes exigences des groupes armés vis-à-vis du Gouvernement par les miliciens bien que ça soit des grades obtenus souvent sans des formations adéquates mais sur base d'auto proclamation ou des liens de crime et d'amitié avec les chefs des groupes armés ou des chefs chargés de la mystique dans le groupe.

Cette stratégie a jeté beaucoup de discrédit sur l'armée congolaise et ses officiers supérieurs souvent accusés d'être de mèche ou de collaborer avec les groupés armés plutôt que de servir l'Etat. Ce qui pousse KAZUMBA TSHITEYA (2013) d'affirmer que « le danger devient évident à ce niveau parce que nous prenons consciemment le risque de nous embarquer dans une programmation de juxtaposition de commandement et des éléments de différentes « armées » dont l'écrasante majorité serait sans doctrine ni philosophie communes, sans formation militaire de pointe ou aurait une formation militaire désuète et approximative puis que issues des rébellions éclatées au préjudice des militaires formés, réguliers et loyaux ».

❖ Lieu d'affectation :

Les groupes armés qui ont été intégrés ont la tendance d'exiger, au gouvernement, de les affecter pour exercer leur métier dans leur milieu d'origine ; contrairement aux prescrits de la législation selon laquelle « les forces armées sont républicaines. Elles sont au service de la Nation toute entière » (Journal Officiel, 18 février 2006). Au regard de cette disposition, nulle ne peut prétendre travailler dans l'armée pour une région de son choix mais doit bien le faire pour toute la Nation Congolaise car « de manière concrète, l'armée nouvelle devrait



proclamer sa loyauté envers la République et non envers les composantes et les entités belligérantes d'hier ou futurs... » (KAZUMBA TSHITEYA, 2013). Cette exigence laisse transparaître le fait pour ces groupes d'être dans la FARDC tout en continuant à perpétrer les actes qui ont motivé leur création ou leur développement (contrôle des ressources ou des régions stratégiques au mépris de l'Etat congolais).

❖ Délais

Le défaut de non-respect de timing des activités programmées dans les accords par les parties constitue un blocage au déroulement normal du processus. En effet, toutes les activités sont programmées selon des nombres de jours précis, à partir de la signature de l'Accord le 28 février 2020 jusqu'à l'exécution de la phase de réintégration en passant par le rassemblement de tous les éléments de la FRPI au site d'Anzita, exécution des opérations DDR, etc. Lesquelles activités étaient prévues dans le délai maximal de 24 mois. Aujourd'hui ce processus est dans une impasse du fait de non-respect de ce chronogramme des activités.

CONCLUSION

La province de l'Ituri a connu une violence très sanglante depuis l'année 1999, qui a déchiré et continue à troubler la quiétude dans cette province. Elle a occasionné la naissance de différents groupes armés et conflits ethnico-communautaires qui ont embrasé cette province. Le processus du Désarmement, Démobilisation et Réinsertion du groupe armé Force de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI en sigle), très actif dans la chefferie de WALENDU BINDI, a fait objet de cette analyse. Le bilan et blocage mis en exergue dans cette étude ont constitués le point d'achoppement qui repense la survivance des phénomènes groupes armés face aux différents processus initiés pour y mettre un terme.

Face à l'activisme de la FRPI, le Gouvernement Congolais pour assurer et accomplir sa mission, organise des processus de paix dont le dernier en date est l'accord de paix signé le 28 février 2020, entre le Gouvernement et la FRPI qui témoigne une lenteur jusqu'à ces jours. Dressant le bilan de ces différents processus de paix initié face à la FRPI, il est aisé d'affirmer sans le risque de se tromper qu'avec la survivance de la FRPI jusqu'à ces jours, ces différents processus ont un bilan négatif car n'ayant pas conduit au désarmement effectif de cette milice qui continue d'opérer en toute quiétude dans la chefferie des Walendu-Bindi et étend sa zone d'actions dans les entités environnantes.

Quant aux blocages, notre étude les repartit selon les niveaux d'intervention des acteurs intervenant dans le processus : international, régional et sous régional, national et local.



De ce qui précède, le bilan du PDDR, en ce qui est des éléments de la FRPI étant négatif et les blocages étant relevés, le gouvernement doit mettre en place des mécanismes plus rigoureux et adaptés pour réussir le pari de la paix et surtout le désarmement des éléments armés dans les régions sécuritairement fragiles comme l'Ituri.

Cette recherche a mobilisé les connaissances théoriques sur la sécurité, épinglant les rôles des acteurs des divers niveaux et décrivant les déficits de chaque système dans la restauration de l'autorité de l'Etat dans les milieux sous occupations des groupes armés, à l'instar de la FRPI ; des implications et ramifications des entraves sur le processus mis en exergue justifient les échecs cuisants des stratégies de DDR. Loin d'être l'aboutissement, elle est une ébauche pour d'autres recherches à explorer, d'autres aspects, dont les enjeux de la persistance du phénomène FRPI dans cette zone malgré les mobilisations diverses pour y mettre fin, leur dynamique et mode opératoire...

BIBLIOGRAPHIE

Africanews et AFP, *La loi de la milice de FRPI en Ituri*, disponible sur www.africans.com

Carmel NDEO, agression dans l'Est : « le M23 est aujourd'hui une armée moderne avec des équipements plus perfectionnés que ceux de la MONUSCO, disponible sur <https://www.politico.cd>

Charles ONANA (2023), *Holocauste au Congo. L'Omerta de la communauté internationale. La France complice*, France, Ed. l'Artilleur,
Décret n°03/047 instituant la Commission nationale du Désarmement, de la Démobilisation et de la réinsertion (CONADER)

Entretien avec General MBADHU ADIRODU, le 16 aout 2022 à 13h45 à Gethy Etat.
Felix TSHISEKEDI TSHILOMBO (22 septembre 2022), *Discours à la 77e Session Ordinaire de l'Assemblée Générale des Nations-Unies*, New-York, pp 4-5

JOOST VAN PUIJENBROEK et al., *op. Cit*, p14

Gabriel Kahn, *Ouganda, une manne pétrolière qui vive les tensions*, disponible sur <https://www.courrierinternational.com>

Gratien de Saint Nicolas IRACAN (19 aout 2022), communiqué no 009/IGN/DN/IT/08/2022, député national/MS/Ensemble, Kinshasa,

Guy-Sylvain MUKENGE KATUMBA(2024), « Budget-programme en République Démocratique du Congo: entre balbutiements et résistances au changement » in *Revue Francophone*, Volume : 2, Numéro : 3 Page: 70 à 88

International Crisis Group, *Congo : quatre priorités pour une paix durable en Ituri*, Rapport, Afrique, no 140-13 mais 2008,

JOOST VAN PUIJENBROEK, DESIRE NKOY ELELA, ERIC MONGO MALOLO (18 février 2006), *Processus DDR en Ituri : Succès, faiblesses et perspectives*, Pax Christi et RHA, Juin 2008,

Journal Officiel, *Constitution de la RDC*, article 188 alinéa 1, 47ème année, numéro spécial, Kinshasa,

KADONI NGUWAY KPALAINGU (2022), *Cours des organisations internationales*, UNIBU, L2 SPO,

KADONI NGUWAY KPALAINGU, Professeur d'Université, entretien réalisé le 17/07/20220 à Bunia,

KAKORAKI Pascal, ministre provincial de plan, notable Hema et enseignant à l'UNIBU, entretien nous accordé le 16/09/2022 à l'UNIBU,



KAZUMBA TSHITEYA (2013), *les forces armées en République Démocratique du Congo. Essai d'analyse sociopolitique et stratégique*, ICREDES, Kinshasa-Montréal-Washington, première Edition,

KISEMBO BITAMARA Augustin, notable Hema d'Irumu, entretien, le 25 mai 2022

Ministre de la défense nationale et anciens combattants (avril 2014), *plan global de désarmement, démobilisation et réintégration*, RDC,

MUKULUNGU Lgobo B. (2021), *Désresponsabilisation des hauts fonctionnaires et fragilisation de l'Etat en RDC*, Harmattan, RD. Congo,

MUSANZI LAPADU PATRICE, Notable Bindi interviewé 14/06/2022 à Dhele/Bunia.

Notable Bindi MUSANZI LAPADU PATRICE, interviewé 14/06/2022 à Dhele,

Pascal MUKONDE MUSULAY (2016), *Démocratie électorale en Afrique Subsaharienne Entre droit, pouvoir et argent*, Globethics.net, Genève;

Radio Okapi, Bunia: 9 prévenus condamnés à mort pour vente de minutions... » Disponible sur www.radiookapi.net/justice/Bunia

Radio Okapi, Ituri : la MONUSCO remet au gouvernement provincial deux sites de démobilisation de la FRPI disponible sur www.radiookapi.net

RDC (28 février 2020), *accord entre le Gouvernement de la République Démocratique du Congo et la Force de Résistance Patriotique de l'Ituri*, Gety,

Roger KASEREKA MWANAWAVENE (2013-2014), *note de cours de géopolitique*, inédit, L1 SP, SPA, UNIBU,

SOUKA SOUKA (2020), *l'Afrique malade de ses militaires*, Paris, l'Harmattan, Ed. Africaine,

Thérèse NTUMBA, RDC-DDR : *intégrer les groupes armés dans l'armée, c'est entretenir la violence, insiste Leila Zerrougui*, disponible sur <https://actualité.cd>,

Thierry Vircoulon (juin 2021), « Ituri : Résurgence du conflit et échec de la politique de consolidation de la paix », *Études de l'Ifri, Ifri*, juin 2021

TSUMBU GBORO (Avril 2022), « déficit de la gouvernance militaire et résurgence des groupes armés dans la province de l'Ituri en république démocratique du Congo » in *Thinking Africa*, N° 71,

UFOY WATHUM et Al. (janvier 2021), « mondialisation et démocratie : valeur universelle ou idéologique » in *IJRDO*, vol 6, issu 1,

UN.SC, RDC : *Conseil de sécurité réduit la portée de son embargo sur les armes et élargi la gamme des motifs de sanction*, CS/14955, disponible sur <https://reliefweb.int/rapport/RDC>,

VWAWEKA RUTAYA Pétronille, coordonnatrice nationale du centre femme engagé pour la paix en Afrique, intervenant le 26 avril 2024 au siège des Nations-Unies,